



MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 02/CSE/2014

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIEGE DU CONSEIL
SUPERIEUR DE L'ENSEIGNEMENT A RABAT
LOT N°2-2 : MENUISERIE BOIS - CLOISONS AMOVIBLES**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET CONNAISSANCE DES LIEUX.....	3
ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 4 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 5 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS.....	4
ARTICLE 6 : LISTE DES PIÈCES A FOURNIR PAR LES CONCURRENTS ET CONTENU DES DOSSIERS.....	4
ARTICLE 7 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :	7
ARTICLE 8 : LANGUE DE PRÉSENTATION DES DOSSIERS	7
ARTICLE 9 : MONNAIE CONVERTIBLE DANS LAQUELLE LE PRIX DES OFFRES DOIT ÊTRE EXPRIME	7
ARTICLE 10 : DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS.....	7
ARTICLE 11 : RETRAIT DES PLIS	8
ARTICLE 12 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	8
ARTICLE 13 : LES CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE.....	8
ARTICLE 14 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE.....	9
ANNEXE I MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	10
ANNEXE II DÉCLARATION SUR L'HONNEUR.....	12
ANNEXE III MODELE BORDEREAU DES PRIX-DÉTAIL ESTIMATIF	14
ANNEXE IV MODELE REFERENCES FINANCIERES.....	15

ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de la consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offre de prix ayant pour objet : **Travaux de Construction du Nouveau Siège du Conseil Supérieur de L'enseignement, lot n°2-2 : Menuiserie bois- cloisons amovibles**

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 18 du Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le Décret n° 2-12-349 précité. Toute disposition contraire au Décret n°2-12-349 est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du Décret n° 2-12-349.

ARTICLE 2 : RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET CONNAISSANCE DES LIEUX

Les travaux comprennent l'ensemble des travaux précisés dans le cahier des prescriptions spéciales (CPS) et dans les autres pièces constituant le dossier d'appel d'offres.

Le titulaire du présent marché aura à sa charge tous les travaux indiqués dans le CPS; il ne pourra sous-traiter certains travaux que dans les conditions prévues à l'article 158 du décret n° 2-12-349 et aux prescriptions du CPS.

Les candidats devront obligatoirement soumissionner sur la base des prescriptions techniques du projet établi par l'Administration. Toute offre non conforme au CPS ou contenant une réserve sera écartée.

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage est **le Conseil Supérieur de L'Enseignement**

Le Maître d'Ouvrage est **la Direction des Équipements Publics (DEP) représentée par la Direction Régionale de l'Équipement, du Transport et de la Logistique de Rabat-Salé-Zemmour-Zaër**

ARTICLE 4 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales comprenant :
 - 1) Les clauses générales administratives et financières ;
 - 2) Les clauses techniques et devis descriptifs.
- c) Le modèle de l'acte d'engagement (voir modèle annexe I du présent RC) ;
- d) Le cadre du Bordereau des prix – détail estimatif (voir modèle annexe III du présent RC) ;
- e) Le modèle de déclaration sur l'honneur (voir modèle en annexe II du présent RC) ;
- f) Le présent règlement de la consultation.
- g) Les plans architecturaux.

ARTICLE 5 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité :

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le décret n° 2-12-349, les personnes physiques ou morales, qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
- sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° 2-12-349.
- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 6 : LISTE DES PIÈCES A FOURNIR PAR LES CONCURRENTS ET CONTENU DES DOSSIERS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-12-349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

A/ LE DOSSIER ADMINISTRATIF COMPREND :

- 1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres:
 - a) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret n° 2-12-349.
 - b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
 - c) Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n° 2-12-349 ;
- 2 - Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n° 2-12-349:
 - a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;

- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2-12-349. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2-12-349 ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.
- La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.
- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;
- e) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.
- A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B/ DOSSIER TECHNIQUE

B-1/Pour les concurrents installés au Maroc

Conformément aux dispositions du Décret n° 2.94.223 du 16 juin 1994 relatif à la qualification et la classification des entreprises de bâtiment et de travaux publics et les textes le modifiant ou le complétant, il est exigé des concurrents installés au Maroc, la production de la copie légalisée du certificat de qualification et de classification dans le secteur, classe et qualification suivant :

Secteur	Qualification	Classe minimale
7	7.2	1

Ce certificat tient lieu de dossier technique.

B-2/ Pour les concurrents non installés au Maroc et qui sont dispensés du certificat de qualification et de classification

Conformément aux dispositions du §B de l'article 25 du Décret n° 2-12-349 précité, il est exigé des concurrents non installés au Maroc et qui sont dispensés du certificat de qualification et de classification la production de :

- une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

C/ DOSSIER ADDITIF

- Pour les concurrents non installés au Maroc et qui sont dispensés du certificat de qualification et de classification

Les concurrents non installés au Maroc dispensés du certificat de qualification et classification doivent justifier d'un chiffre d'affaires annuel minimum de 10.000.000,00 DH (dix Millions de Dirhams) au cours des trois (3) dernières années.

Ils doivent justifier de cette condition moyennant la présentation de **l'annexe IV** du règlement de la consultation relatif aux renseignements sur les références financières concernant le concurrent. En cas de groupement d'entreprises la condition du chiffre d'affaires susvisé doit être remplie par chacun des membres non installés au Maroc du groupement.

D/ CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Un dossier administratif précité (cf. article 6-A ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (cf. article 6-B ci-dessus) ;
- Un dossier additif précité (cf. article 6-C ci-dessus) ;
- L'offre financière comprenant :
 - a- l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 du décret n° 2-12-349, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

- b- le bordereau des prix et le détail estimatif.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres. Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 7 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité :

- 1- le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :
 - le nom et l'adresse du concurrent ;
 - l'objet du marché ;
 - la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
 - l'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".
- 2- Ce pli contient deux enveloppes distinctes:
 - a) la première enveloppe contient les pièces des dossiers administratif, technique et additif, le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "dossiers administratif, technique et additif";
 - b) la deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "offre financière".
- 3- Les deux (2) enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :
 - le nom et l'adresse du concurrent ;
 - l'objet du marché;
 - la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 8 : LANGUE DE PRÉSENTATION DES DOSSIERS

Tous les documents relatifs à la réponse au présent dossier et tous les textes, mémoires ou note relatifs à l'exécution du marché seront rédigés en langue arabe ou française.

ARTICLE 9 : MONNAIE CONVERTIBLE DANS LAQUELLE LE PRIX DES OFFRES DOIT ÊTRE EXPRIME

Les prix de l'offre doivent être formulés et exprimés en Dirhams.

Cependant, le concurrent non installé au Maroc peut exprimer son prix en partie ou en totalité en Euros. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en euros doivent être convertis en dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 10 : DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont aux choix des concurrents:

- 1/ soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- 2/ soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;

3/ soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 19 du décret n° 2-12-349. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis déposés ou reçus par courrier resteront fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé comme il est prévu au présent article.

ARTICLE 11 : RETRAIT DES PLIS

Conformément à l'article 32 du décret n° 2-12-349, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 19 du décret n° 2-12-349.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 31 du décret n° 2-12-349.

ARTICLE 12 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Conformément à l'article 33 du décret n° 2-12-349, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

Conformément aux dispositions de l'article 153 du décret n° 2-12-349 relatif au délai d'approbation du marché, dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa ci-dessus, le délai de validité visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

ARTICLE 13 : LES CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

A/ CRITERES D'ADMISSIBILITE

La commission apprécie, selon les critères arrêtés à l'avance dans le présent règlement, les garanties et capacités juridiques, financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de l'appel d'offres et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif, technique et additif de chaque concurrent.

Les critères qui seront adoptés par la commission, sur la base des documents fournis par les différents candidats, sont les suivants :

- 1 - Entreprise installée au Maroc ayant le certificat de qualification et de classification dans le secteur, classe et qualification suivant :

Secteur	Qualification	Classe minimale
7	7.2	1

Toute entreprise installée au Maroc qui ne satisfait pas à ce critère sera évincée.

- 2 - Entreprise non installée au Maroc dispensée du Certificat de qualification et classification:

- Au moins deux attestations de référence pour des ouvrages d'importance et de complexité similaires à ceux du projet objet du marché et réalisés pendant les trois dernières années.
- Le chiffre d'affaires annuel certifié dans les 3 dernières années doit être supérieur à 10 Millions de DH.

Toute entreprise non installée au Maroc qui ne satisfait pas ce critère sera évincée.

B/ CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHE

La commission attribuera le marché au concurrent dont l'offre financière est la moins disante parmi les concurrents retenus à l'issue de l'examen des dossiers administratif, technique et additif de chaque concurrent sous réserve de l'application des dispositions des articles 40 et 41 du décret n° 2-12-349.

ARTICLE 14 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Conformément aux dispositions de l'article 155 du décret n° 2-12-349, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de Quinze pour cent (15 %).

En cas de groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, le pourcentage visé ci-dessus est appliqué à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés doivent fournir, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité et rappelé à l'article 6 du présent règlement de consultation, le contrat de groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

ANNEXE I
MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Administration

(1) Appel d'offres ouvert, sur offres des prix N°(2).

Objet du marché :
.....

passé en application de l'alinéa 2, § 1 de l'article 16 et (§) 1 de l'article 17 et alinéa 3, § 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics (3).

B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je (4), soussigné :..... (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte (4), adresse du domicile élu affilié à la CNSS sous le (5) inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n°..... (5) n° de patente (5)

b) Pour les personnes morales

Je (4), soussigné (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de adresse du siège social de la sociétéadresse du domicile éluaffiliée à la CNSS sous le n°..... (5) et (6) inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le n°..... (5) et (6) n° de patente (5) et (6)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

après avoir pris connaissance du dossier (d'appel d'offres, du concours, du marché négocié)(1) concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;
après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier (d'appel d'offres, du concours, de la procédure négociée) (1);

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi-même, lesquels font ressortir:

- montant hors T.V.A. :(en lettres et en chiffres)
- taux de la T.V.A. : (en pourcentage)
- montant de la T.V.A. :..... (en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A comprise : (en lettres et en chiffres)

L'Etat ou l'établissement public ou la région ou la préfecture ou la province ou la commune (1) se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom(ou au nom

de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB)
numéro(1)

Fait à le
(Signature et cachet du concurrent)

(1) supprimer les mentions inutiles

(2) indiquer la date d'ouverture des plis)

(4) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

a) mettre : « Nous, soussignés nous obligeons conjointement/ou
solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les
rectifications grammaticales correspondantes)

b) ajouter l'alinéa suivant : « désignons, (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire
du groupement ».

c) préciser la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement
s'engage à réaliser pour le groupement conjoint et éventuellement pour le groupement
solidaire.

(5) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents
équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la
référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays
d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(6) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

ANNEXE II
DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR (*)

Appel d'offres ouvert, sur offres des prix N°
- Objet du marché :

A - Pour les personnes physiques

Je soussigné, (nom, prénom, et qualité)
Numéro de tél.....numéro du fax.....
adresse électronique.....agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
adresse du domicile élu :
affilié à la CNSS sous le n°(1)
inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n°.....(1) n° de patente(1)
n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Pour les personnes morales

Je soussigné, (nom, prénom et qualité au sein de l'entreprise)
Numéro de tél.....numéro du fax.....
adresse électronique.....
agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société)
au capital de.....
adresse du siège social de la société
adresse du domicile élu
affiliée à la CNSS sous le n°(1)
inscrite au registre du commerce (localité) sous le n° (1)
n° de patente(1)
n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR(2)(RIB), en vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

- Déclare sur l'honneur :

- 1 - m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2 - que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- 3 - Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4 - m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) précité ;
 - que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
- 5 - m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
- 6- m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.
- 7 - atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 168 du décret n°2-12-349 précité .
- 8 - je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature ;
- 9 - je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par les articles 138 et 159 du décret n°2-12-349 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à, le

Signature et cachet du concurrent

- (1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.
- (2) à supprimer le cas échéant.

Nota : (*) en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur

ANNEXE III
MODELE BORDEREAU DES PRIX-DÉTAIL ESTIMATIF

.....

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n°.....

Objet du marché: **Travaux de Construction du Nouveau Siège du Conseil Supérieur de L'enseignement, lot n°2-2 : Menuiserie bois- cloisons amovibles**

N° des prix	Désignation des prestations	Unité de mesure ou de Compte	Quantité	Prix unitaire en ...(1) (hors TVA) en chiffres	Prix total
1	2	3	4	5	4x5=6
TOTAL HORS TVA.....					
TAUX TVA (....%).....					
TOTAL TTC.....					

ANNEXE IV
MODELE REFERENCES FINANCIERES

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n°.....

Objet du marché: **Travaux de Construction du Nouveau Siège du Conseil Supérieur de L'enseignement, lot n°2-2 : Menuiserie bois- cloisons amovibles**

Résumé des coordonnées de l'entreprise

Nom de l'entreprise :

Raison sociale de l'entreprise :

Capital social de l'entreprise :

Chiffre d'affaires cumulé toutes taxes comprises de l'entreprise des 3 dernières années :

<u>Année</u>	Chiffre d'affaires en dirhams ou Équivalent

Organismes financiers :

Renseignements complémentaires :


NB : Il sera joint à ce tableau les pièces justificatives nécessaires concernant les chiffres d'affaire.

APPEL D'OFFRES N° 02/CSE/2014

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIEGE DU CONSEIL
SUPERIEUR DE L'ENSEIGNEMENT**

LOT N°2-2 : MENUISERIE BOIS - CLOISONS AMOVIBLES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

<p style="text-align: center;">Établi par :</p> <div style="text-align: center;"></div> <p style="text-align: center;">A, Le:.....</p>	<p style="text-align: center;">Lu et accepte par l'entrepreneur</p> <p style="text-align: center;">A, le:</p>
---	--